

LE BUDGET LECORNU 49.3... C'EST ENCORE PLUS D'AUSTÉRITÉ ET MOINS DE SERVICES PUBLICS

LIRE PAGE 2

RN : LE JHM EN FAIT VRAIMENT TROP

Un débat sur l'élection municipale chaumontaise, diffusé dimanche dernier par France 3, n'a rassemblé que 4 des 5 têtes de listes annoncées. Manquait à l'appel Cyrille Védrenne le candidat du RN. Ce qui n'a rien de surprenant, tant est flagrante l'inconsistance de cette liste.

Montée en épingle par le JHM, elle n'a même pas encore les moyens d'exister. Au point que le quotidien local s'est permis de relayer un appel au peuple féminin. Le parti d'extrême droite ne dispose en effet pas de Chaumontaises en quantité suffisante pour prétendre respecter la parité.

Mais passons...

Ayant fait distribuer un petit tract sans contenu, M. Védrenne n'a pas montré qu'il pouvait avoir un programme pour Chaumont. Et le fait qu'il ait refusé le débat télévisé confirme qu'il n'est pas certain d'avoir des idées publiquement défendables.

Chaumont n'a en tout cas pas besoin d'élus qui fuient la contradiction à la première occasion venue. On se demande bien ce qui pousse le JHM à vouloir le mettre à tout prix en valeur.

Mais il y a pire du côté de Saint-Dizier.

À l'occasion des vœux de la députée RN Laurence Robert-Dehaut, le JHM s'est fait le relais non seulement de fake news, mais aussi d'une saloperie raciste. Il a osé écrire qu'elle a : «dénoncé l'immigration-guichet-social, citant en exemple la disparité de traitement des patients français et des patients issus de l'immigration sur les listes des malades en attente de greffe de rein».

Ce type de propos, rappelant les heures les plus sombres de notre histoire, n'a pas sa place dans un journal qui, en 1945 s'est appelé «La Haute-Marne Libérée».

Au fait ! La presse écrite, contrairement à l'audiovisuel dont les fréquences sont mises à disposition par l'Etat, n'a aucune obligation de pluralisme politique. Si un journaliste papier vous dit qu'en vertu de l'équité, la loi l'oblige à diffuser aussi des idées d'extrême droite, vous pouvez le traiter de menteur.

Lionel Thomassin

**UNE ÉQUIPE DE VOLLEY
D'UN ÉTAT GÉNOCIDAIRE
N'A PAS SA PLACE À
CHAUMONT**

**LIRE LA DÉCLARATION ENCARTÉE
DANS LE JOURNAL**

**SOLIDARITÉ
AVEC LE PEUPLE
PALESTINIEN
SAMEDI 24 JANVIER 2026
11H CHAUMONT
PLACE ANDRÉ POTHÉRAT**

**RAPPORT OXFAM : LES
RICHES SE GAVENT** **PAGE 2**

**L'ARCOM PROTÈGE
CNEWS ET BOLLORÉ**
PAGE 3

YANKEE, LE BILLET À BB
PAGE 3

LIRE ÉGALEMENT

**UNE USINE À POULETS À
CHÂTEAUVILLAIN** **PAGE 4**

**SELON QUE VOUS SEREZ
CONFÉDÉRATION PAYSANNE
OU FNSEA** **PAGE 4**

**CETTE SOCIÉTÉ OÙ LES
JEUNES N'ONT PAS DE
QUOI MANGER** **PAGE 4**

Le budget Lecornu, c'est encore plus d'austérité et moins de services publics

20 MILLIARDS de coupes budgétaires, 20 milliards volés aux citoyens de ce pays, c'est le budget Lecornu pour 2026. Et le recours au 49.3 permet d'écarter toute discussion sur les recettes, notamment celles concernant les grandes entreprises et les plus riches qui vont pouvoir continuer à engranger.

20 milliards, dans nos villes, ce sont moins de moyens pour les écoles, les cantines, les crèches, les garderies, pour l'entretien des bâtiments communaux, les espaces verts, pour des investissements futurs, pour les transports urbains.

Et quelles vont être les conséquences pour notre département, où il a déjà été annoncé la suppression d'au moins 34 postes qui assurent pourtant les missions essentielles de service public ? Et dans notre région déjà fortement impactée par la suppression de nombreux guichets de gare et de dessertes ferroviaires ? Sans oublier la culture étranglée, elle aussi, par les coupes budgétaires.

Les victimes du budget 2026, ce sont aussi les associations. Moins pour le sport des enfants, pour la culture, moins pour la solidarité alors que la pauvreté explose, pour les droits des femmes alors que les féminicides et les violences faites aux femmes sont en hausse. Les associations et les entreprises d'insertion sont vent debout contre une baisse de 10 % de leurs moyens qui va affecter les structures locales, les ateliers et chantiers qui embauchent et accompagnent de nombreuses personnes démunies. Ce sont 4 000 postes supprimés dans l'Education nationale, des sections et filières menacées comme celle du bois à Charles De Gaulle.

Les hôpitaux, comme l'ensemble des services publics, vont être en grande difficulté, l'attente pour une hospitalisation va encore s'amplifier, et les coûts vont exploser pour les malades avec les mesures votées dans le budget de la sécurité sociale.

Enfin, le logement social, dont nous avons parlé dans notre dernier journal, est aussi dans le collimateur. Voilà les conséquences du budget Macron-Lecornu, un vol en bande organisée de tous nos acquis. Une chose est sûre, ce passage en force n'était pas une nécessité, mais un choix politique. Il accroît l'instabilité sociale et politique, accentue la défiance démocratique et nourrit le sentiment d'abandon. En refusant de répondre aux urgences sociales, le gouvernement ouvre un boulevard aux forces d'extrême droite et fragilise la démocratie.

Marie-Rose Patelli

MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal est entendu. Merci à Arlette, Chantal, Jean-Michel, Nicole, Daniel, Jean, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Patricia, Aline, Francis, Olivier, Aurore et Éric, Marylène, Gérard, Mireille, Lionel, Maurice, Christian, Anne-Marie, Francis et Christine, Claudine, Liliane, Séverine, Hervé, Marie-Thérèse, Claire, Marinette, Jean-Claude, Luc, Bernard, Simone, Jacqueline, Annie, Ludmilla, Michèle, Josette, Françoise et Jean-Paul, Patrick et Sylvie, Régis, Josiane, Hervé, Christian, Luc, Rachel, Christine, Michel, Josiane, Jean-Jules, Annick, Nathalie, Patrice, Dominique, Marie-Christine, Pierre, Richard, André et Josette, Sylvie, Jean-François, François, Francis, Christophe, Michel, Jeanne, Gillette et Jean-Claude, Jean-Pierre, Alain, Jean-Louis, et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom : Prénom :

Verse.....euros

Remettre à un.e militant.e du syndicat CGT des retraités de Chaumont

> Rapport Oxfam

Les riches se gavent

Le [rapport publié par Oxfam](#) à l'occasion de l'ouverture du Forum économique mondial 2026 à Davos nous apprend que la fortune des milliardaires a bondi de plus de 16 % en 2025, soit trois fois plus vite que la moyenne des cinq années précédentes. Et ce, alors même qu'une personne sur quatre n'a souvent pas de quoi manger à sa faim et que près de la moitié de la population mondiale vit dans la pauvreté. Plus il y a de milliardaires, plus il y a de pauvres !

Au plan mondial, la barre des 3 000 milliardaires a été franchie pour la première fois en 2025 et la fortune des milliardaires a augmenté de 81 % depuis 2020. Elle a atteint en 2025 son plus haut niveau historique : 18 300 milliards de dollars cumulés.

En France, les 53 milliardaires français sont désormais plus riches que plus de 32 millions de personnes réunies, soit près de la moitié de la population.

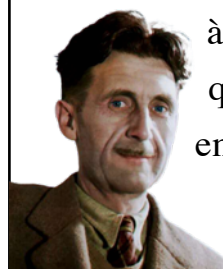
- En 24 minutes en moyenne, un milliardaire gagne l'équivalent du revenu annuel moyen d'un Français, soit 42 438 euros.

- Depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en 2017, la fortune des milliardaires français a doublé. Ce gain de plus de 220 milliards d'euros, concentré sur à peine 32 personnes, équivaut au financement de plus de 10 000 postes d'enseignants pendant près de 400 ans.

Des chiffres à rapprocher de l'info que nous avons publiée la semaine dernière selon laquelle des milliers de foyers fiscaux très riches déclaraient chaque année zéro euro de revenu fiscal à l'administration...



Si la liberté a un sens, c'est celui d'avoir le droit de dire à quelqu'un ce qu'il n'a pas envie d'entendre.



George Orwell

L'Arcom protège CNEWS et Bolloré

Médiapart, sous la plume de Yunnez Abzouz, alerte sur la dérive indulgente que prend l'Arcom (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique) à l'égard de CNEWS, des propos de plus en plus désinhibés, fascistes et xénophobes de Pascal Praud et sa mafia d'aboyeurs et aboyeuses publics. La dernière saillie en date a concerné le maintien de l'ordre des manifestations d'agriculteurs, Praud plaignant les policiers de devoir faire face à des gens qui leur ressemblent, *blancs, partageant les mêmes convictions*. Ces propos ont donné lieu à un déluge d'indignation, LFI a saisi la justice et l'Arcom. Il est temps de mettre hors-la-loi CNEWS, *la chaîne la plus délinquante* de l'audiovisuel français avec 24 sanctions en six ans.

Pourtant rien n'est moins sûr. Depuis la fermeture de C8, Hanouna est revenu par la petite lucarne. Bolloré, propriétaire de la chaîne, catholique milliardaire d'extrême droite semble étouffer les frémissements punitifs de l'Arcom.

Ainsi, pour l'année 2025, année riche en débordements nauséabonds, l'autorité n'a prononcé contre elle qu'un rappel à l'ordre et deux sanctions. Elle n'a rien trouvé à redire au respect de la répartition des temps d'antenne entre les différentes opinions, omettant de relever que les partis ou personnalités de droite ou d'extrême droite sont présents la journée, aux heures de grande écoute, ceux de gauche la nuit ou au petit matin !

Elle refuse de prendre en comptes les propos tenus. Les sanctions sont douces : pas d'amendes mais des mises en demeure, même pour des faits déjà condamnés, donc sans prendre en compte la récidive comme c'est prévu normalement. Des dossiers restent bloqués à la direction générale.

Reporter sans frontières (RSF), ONG de défense de la liberté de la presse, dénonce les *artifices juridiques* de l'Arcom pour ne pas *utiliser le panel de sanctions qu'offre la législation*. Le recours au Conseil d'Etat a donné raison à RSF, et CNEWS mis en garde, mais Bolloré n'en a cure.

Le milliardaire a compris depuis un moment le pouvoir d'une sous-information perverse, répétitive, agressive, portée par des gens sans scrupules, pour faire rentrer dans chaque foyer les idées haineuses du RN.

Le laxisme, pour ne pas dire la complicité de l'Arcom pourrait donner des idées à d'autres chaînes privées. Il est urgent que le Conseil d'Etat prenne des mesures efficaces. Le veut-il vraiment ?

Louis Laprade

Non à la proposition de loi criminalisant la critique d'Israël

La députée de la 8ème circonscription des Français de l'étranger (dont Israël), Caroline Yadan, présentera à l'Assemblée nationale les 20 et 26 janvier 2026 une proposition de loi visant soit-disant à lutter contre de prétendues "formes renouvelées de l'antisémitisme".

Cette proposition de loi s'appuie sur une assimilation entre antisémitisme et condamnation de l'État d'Israël et de sa politique. Cet amalgame est grave puisqu'il instrumentalise le racisme antisémite qui est un délit pour limiter l'expression légitime et démocratique d'une opinion.

Une des conséquences de l'adoption de cette proposition de loi serait une atteinte grave à la liberté d'expression, à la liberté académique, à la manifestation de la solidarité avec le peuple palestinien et à la revendication de l'application de ses droits nationaux. Son adoption serait donc une atteinte grave aux libertés individuelles et collectives.

Déclaration AFPS (extraits)

Journal du Syndicat CGT des retraité·es de Chaumont 24 av. du Général Leclerc 52000 Chaumont Tél : 06 79 61 00 78

 <https://cgtretraites-chaumont.fr>  <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

Imprimé avec l'argent des cotisations syndicales et les dons des lecteurs **N° 467 SAMEDI 24 JANVIER 2026**

Une. Vive le service public autocollant de Gérard Paris-Clavel <http://www.gerardparisclavel.fr/>

LE BILLET À BB Yankee



"Un peuple de moutons finit par engendrer un gouvernement de loup" (A. Christie)

Le shérif washingtonien dégaine à tour de bras et chacun de claquer du bec Gros-Jean comme devant. Clone de Picsou, Donald veut s'accaparer gratis la banquise groenlandaise et le danois ne pourra qu'aboyer, la queue entre les jambes. Le scélérat menotte le dirigeant d'un Etat souverain au motif qu'il est nuisible pour sa population et on jappe notre stérile indignation à tous vents. Dommage qu'il n'ait pas pensé à kidnapper un triste sujet infiniment dangereux pour notre propre démocratie, on en a un à la maison qui fait toujours et encore trop de dégâts impunément. Preuve que notre petit pays perclus de dettes n'intéresse même pas le mafioso.

Sous prétexte d'assurer la sécurité nationale étatsunienne, l'impérialiste forcené n'aura plus aucune limite pour piller les terres rares ou les ressources pétrolières indispensables à sa gabegie trumpesque. Il ne négligera rien pour y parvenir, imbibé dans sa stratégie de mise en conformité des Etats afin de satisfaire les seuls intérêts de ses milliardaires, et bien sûr les siens en priorité. « *J'ai des mains faites pour l'or et elles sont dans la merde !* » dit le parrain Al Capone... Ses pairs n'ont-ils pas affamé, déporté, anéanti une population autochtone à peau rouge pour annexer ses territoires ? Et depuis lors, la réitération de leurs manigances est une longue litanie d'abjectes spoliations directes ou indirectes à l'exemple du soutien des cowboys à l'expansionniste sioniste martyrisant la Palestine pour finalement la squatter sans vergogne.

Que nous réserve la folie des hommes, russe, américain ou coréen, quand des dirigeants ivres de pouvoir n'ont pas d'opposition ? Vois-tu Camarade, je m'autorise à penser que l'ONU n'en est pas capable pour l'instant, elle qui a pourtant la responsabilité de protéger les populations contre les génocides, les crimes de guerre, les nettoyages ethniques et les crimes contre l'humanité. Le fonctionnement du Conseil de sécurité avec un droit de veto des cinq membres permanents favorise l'impuissance de l'ONU car chacun peut utiliser ce droit contre toute décision qui affecterait ses intérêts ou ceux d'un de ses protégés. Par exemple, les USA l'utilisent presque systématiquement pour défendre Israël. Les hyènes s'entredévorent pour bouffer les meilleurs morceaux, peut-être que ça changera un jour, peut-être seulement de chef de meute !

Bernard Blum 20 janvier 2026



Une usine à poulets à Châteauvillain

On apprend sur le site de la préfecture qu'un agriculteur sollicite l'installation d'un élevage de 38 500 poulets de chair à Châteauvillain. Une consultation publique se tiendra en mairie du 16 février au 18 mars et l'avis sera en ligne sur le site de la préfecture.

Un tel élevage en 2026 au cœur du Parc national des forêts est un véritable pied-de-nez à la nature et l'environnement. L'épandage des fientes avec nitrates et ammoniac risque de polluer sols et nappes phréatiques. Le confinement d'animaux entassés augmente le risque de maladies et le traitement aux antibiotiques aura des conséquences sur la santé humaine.

C'est un élevage à contre-courant de la volonté de tous ceux qui, de plus en plus, aspirent à consommer de bons produits, en circuit court, et si possible bio. Cette aspiration émane aussi des cantines scolaires pour nos enfants.

Et enfin, qu'en est-il du bien-être animal lorsqu'on entasse dans des bâtiments clos des dizaines de milliers de volailles, privées de la lumière du jour, abattues au bout de 35 jours ? Participons en nombre à la consultation publique.

Selon que vous serez Confédération paysanne ou FNSEA

La Confédération paysanne dénonce un « deux poids deux mesures » suite aux manifestations des agriculteurs en début d'année. D'un côté, la FNSEA, autorisée à faire entrer 350 tracteurs dans la capitale, déverse 30 tonnes de pommes de terre devant l'Assemblée nationale... et reçoit une invitation à Matignon.

De l'autre, la Confédération paysanne (syndicat classé à gauche), fer de lance avec la Coordination rurale (classée à l'extrême droite) de la mobilisation

contre le Mercosur et la politique sanitaire gouvernementale face à la dermatose nodulaire, sur laquelle s'abat une répression totalement inadmissible.

52 paysan·nes de la Confédération paysanne, venu·es de l'Hexagone et des départements et régions d'outre mer (DROM), ont dû passer la nuit en garde à vue pour avoir exercé leur droit syndical à manifester.

Dans l'histoire de la Confédération paysanne, jamais aucune plainte émanant du Ministère de l'agriculture n'avait entraîné 52 placements en garde à vue : trois porte-parole nationaux, un président de chambre d'agriculture, les responsables des syndicats agricoles, la moitié du comité national de la Confédération paysanne et la coordinatrice générale de la Via Campesina, organisation agricole internationale aux 200 millions de membres !

Bref, courbettes pour la FNSEA syndicat de l'agrobusiness et mépris pour la Confédération paysanne...

Cette société où les jeunes n'ont pas de quoi manger

Un reportage de France 3 Champagne-Ardenne nous révèle qu'une soixantaine d'étudiants du lycée Charles de Gaulle, âgés de 18 à 25 ans, bénéficient de l'aide alimentaire des Restos du Cœur.

On sait que Chaumont est une ville pauvre. Outre les étudiants, 600 familles y sont soutenues par l'association créée par Coluche en 1985.

Bien que la criminalité soit basse, la municipalité de Chaumont a fait le choix de créer une police municipale inutile, dangereuse et dispendieuse. Et l'extrême droite se propose d'en multiplier les effectifs.

C'est un choix de société. Ou plutôt, c'est le choix des nantis et de leurs serviteurs contre la société.

1ER MAI 2026



NICOLAS MORO

« Nicolas Moro est avant tout un artiste capable de tenir seul la scène par sa présence, son humour et la qualité de son jeu. Il a toujours affirmé une grande indépendance artistique, toujours recherché un chemin loin des médias et des grosses productions. Il revendique un goût pour la chanson populaire et sa simplicité d'apparence avec l'élégance de nous faire croire que l'exercice est facile. »

Quand on va voir un spectacle, on choisit avant. Un truc musical, de la chanson, de la belle plume, de la rigolade ou de l'émotion... Avec Moro c'est un peu tout ça à la fois et sans qu'on s'en aperçoive. Les chansons se succèdent, ponctuées de présentations souvent pleine d'humour et d'autodérision. La guitare swingue, le verbe est précis, le public est pris à parti, se marre, et se dit qu'en rentrant, il va jeter sa télé.

<https://www.nicolasmore.com/>

LE DESSIN DE FRED SOCHARD

PASCAL PRAUD ACCUSÉ DE DÉRAPAGE RACISTE



PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Tél :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78

Renvoyer : Syndicat CGT des retraité·es de Chaumont 24 avenue du Général Leclerc 52000 CHAUMONT

LE SILENCE N'EST PAS NEUTRE

Les 27 et 28 janvier, la ville de Chaumont doit accueillir une équipe de volley israélienne pour deux matchs de Coupe d'Europe.

Le sport n'est pas seulement une activité physique ou un spectacle. Il se revendique porteur de valeurs universelles : respect, justice, solidarité, dignité humaine. À ce titre, il n'est jamais neutre. Un-e sportif-ve ne vit pas hors du monde. Un terrain n'efface ni les bombes, ni les crimes, ni les responsabilités.

Comment justifier la participation d'une équipe représentant un État non européen à une Coupe d'Europe, lorsque celui-ci s'affranchit ouvertement du droit international et des valeurs que ces compétitions prétendent défendre ?

Depuis plus de deux ans, la situation à Gaza et en Cisjordanie est marquée par une offensive militaire d'une ampleur sans précédent menée par l'État d'Israël. De nombreuses organisations internationales, des agences de l'ONU, des ONG et des experts en droit international qualifient aujourd'hui ces actions de crimes de masse, et de plus en plus clairement de génocide, au regard de l'ampleur des pertes civiles, de la destruction systématique des infrastructures, des entraves à l'aide humanitaire, des déplacements forcés de populations et de la colonisation de territoires en violation du droit international.

Il est légitime de s'interroger sur la place du sport dans ce contexte. Les joueurs ne sont pas responsables individuellement des politiques menées par leur État. Mais ils s'inscrivent, comme tout citoyen, dans un cadre national et symbolique qui dépasse le seul terrain de jeu. Le sport, par sa visibilité, participe à la normalisation ou à la contestation des réalités politiques.

Il est par ailleurs documenté que certains clubs israéliens sont ou ont été implantés dans des colonies situées en Cisjordanie, où la colonisation est reconnue comme illégale au regard du droit international. Cette réalité interroge la compatibilité de certaines pratiques sportives avec les principes éthiques qu'elles prétendent incarner.

Cette interpellation concerne l'ensemble des acteurs et actrices du sport à Chaumont : les habitants, les supporters, mais aussi les joueurs, le staff et les dirigeants du club. Accueillir une équipe représentant un État aujourd'hui qualifié de génocidaire par de nombreuses voix à travers le monde n'est pas un acte anodin. Accepter ces matchs sans jamais en questionner le contexte, c'est prendre le risque de banaliser l'inacceptable.

Aujourd'hui, Chaumont est face à un choix symbolique. Non pas un choix contre des sportifs, mais un choix pour le respect du droit international, des droits humains et de la dignité des peuples.

Parce que le silence n'est pas neutre, parce que le sport ne peut se construire sur le déni, parce que l'humanité ne s'arrête pas aux portes d'un gymnase, **nous appelons toutes celles et ceux attachés aux valeurs humaines et sportives à exprimer leur opposition en participant à la manifestation :**

**MARDI 27 ET MERCREDI 28 JANVIER
À 19H00
DEVANT LE COMPLEXE PALESTRA**

Association Palestine libre Haute-Marne – Association France Palestine Solidarité, groupe Haute-Marne –
Ligue des droits de l'Homme, section de Chaumont – Syndicat CGT des retraité-es de Chaumont – Collectif
"Assigné-es à Résistance Haute-Marne"

Imprimé par le syndicat CGT des retraité-es de Chaumont - "Ne pas jeter sur la voie publique"